

Maroc : mission pour le secteur de l'environnement prévue en février 2000

L'ambassade du Canada à Rabat organise en février 2000 une mission dans le secteur de l'environnement.

À l'instar de nombreux autres pays en développement, le Maroc connaît une poussée démographique élevée (environ 30 millions d'habitants pour une superficie de 446 550 km²) et une forte croissance économique, ce qui a des répercussions importantes sur l'environnement. Le déficit écologique au Maroc est estimé à 3 milliards de dollars par an. La nouvelle politique des pouvoirs publics à cet égard consiste à faire de l'environnement une préoccupation centrale du développement socio-économique dans la perspective du développement durable. Les principaux objectifs de cette nouvelle politique sont les suivants :

- amélioration de l'environnement urbain;
- lutte contre la pollution industrielle, énergétique et minière;
- renforcement du réseau de surveillance et de suivi, et du système de collecte des données sur l'environnement;
- protection du milieu naturel et utilisation rationnelle des ressources naturelles;
- renforcement du cadre législatif et réglementaire;
- amélioration des systèmes d'information, d'éducation et de communication.

De plus, le Maroc vient de signer un Accord d'association avec l'Union européenne qui devrait entrer en vigueur incessamment et qui vise à éliminer les droits de douane entre les deux parties d'ici 12 ans. Le secteur industriel marocain doit donc s'adapter à des exigences en matière de concurrence tout en respectant des normes environnementales. Les

entreprises locales sont donc tenues de s'ajuster à ces exigences commerciales, en particulier celles qui font partie des secteurs exportateurs tels que le textile, l'agro-alimentaire, l'industrie chimique, les industries du cuir, des phosphates et des ciments, le secteur minier, etc

Les autorités publiques et les acteurs économiques locaux étant déterminés à résoudre les problèmes environne-

mentaux, les sociétés canadiennes ont intérêt à agir rapidement pour saisir les nouveaux débouchés.

Pour participer à la mission, communiquer avant le 15 décembre 1999 avec Mme Lucie Tremblay, MAECI, tél. : (613) 944-6590, téléc. : (613) 944-7431, ou avec Mme Asmae Amrouche, agente commerciale, ambassade du Canada, Rabat, tél. : (212/7) 67.28.80, téléc. : (212/7) 67.21.87.

Vitrine pour les technologies canadiennes à Trinité-et-Tobago

PORT OF SPAIN, TRINITÉ-ET-TOBAGO — 13-16 mars 2000 — Le CED (Canadian Export Development), en collaboration avec le haut-commissariat du Canada à Port of Spain, vous invite à exposer au pavillon mis en place par le Canada à la Trade and Investment Convention 2000, manifestation parrainée par l'association des manufacturiers de la Trinité et de Trinité-et-Tobago (TTMA). Les entreprises canadiennes qui cherchent des occasions d'affaires dans ce pays et dans les îles environnantes pourront exposer leurs produits et leurs services, ensemble, au stand du Canada. La TTMA invitera des décideurs et des acheteurs importants des secteurs public et privé à visiter le stand canadien.

La participation de votre entreprise à cette manifestation peut être un élément déterminant de votre stratégie de commercialisation, en vous permettant de vous faire connaître sur un marché important, de réaliser des ventes et de nouer des relations d'affaires avec des partenaires de la région.

Cette convention, la première en son genre, servira de vitrine aux industries manufacturières locales de Trinité-et-Tobago auprès des investisseurs étrangers et donnera l'occasion aux entreprises d'établir des relations, sur les plans régional et international.

Elle a pour but de stimuler la création de co-entreprises, les échanges commerciaux ou la conclusion d'ententes d'investissements avec les entreprises locales. Les colloques prévus sur le commerce et les investissements seront conçus pour aider les participants étrangers à comprendre la structure du marché trinidadien.

Les entreprises canadiennes désirant participer à cette manifestation pourraient obtenir une aide financière dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) (s'adresser au Centre du commerce international (CCI) de votre région).

Le CED encourage les entreprises canadiennes à examiner les possibilités

Voir page 15 — Technologies